

**Discours de Monsieur Edouard Philippe dans le cadre des Grandes
conférences catholiques de Belgique**

Bruxelles, le 22 mars 2022

Mesdames et Messieurs,

Le 20 août 1838, Alexandre Dumas, qui est à mes yeux le plus grand écrivain français, et en tout cas mon écrivain français préféré, se trouve à Bruxelles.

Il faut toujours être prudent lorsqu'on cite un écrivain français à Bruxelles. Baudelaire a laissé de mauvais souvenirs. Des souvenirs qui heurtent la fierté légitime que les Belges conçoivent à l'endroit de leur pays, des souvenirs qui laissent à beaucoup un goût amer sur l'hospitalité que la Belgique offrait souvent, à l'époque, aux Français en délicatesse avec la censure ou la police de leur pays. Mais des souvenirs utiles à ceux qui douteraient qu'on puisse être un grand poète et écrire des bêtises.

Donc, le 28 août 1838, Alexandre Dumas est à Bruxelles.

Cela n'a rien de surprenant. En dépit d'un tropisme puissant pour l'Italie, notamment pour Naples qui ressemble assez peu à Bruxelles, c'est vrai, Alexandre Dumas a grandi à Villers-Cotterêts, étape obligée sur l'une des trois routes qui mènent alors de Paris à la Belgique. C'est à Villers-Cotterêts qu'enfant, en 1815, Alexandre voit passer, en route vers le Nord, un Napoléon conquérant et entouré d'un cortège glorieux. C'est au même endroit qu'il verra, quelques semaines plus tard, l'empereur défait revenir, seul, de Waterloo.

Ce qui est certain, c'est que, lorsqu'on est un enfant du Nord de la France – et Villers-Cotterêts, c'est déjà le Nord – on regarde forcément la Belgique avec tendresse et intérêt. Alexandre Dumas ne déroge pas à la règle.

Le voilà donc, et nous avec lui, le 20 août 1838 à Bruxelles. Plus exactement dans la résidence de Laëken, en présence de Léopold 1^{er}, roi des Belges. Dumas dit de celui qu'on n'appelait pas encore le Nestor de l'Europe, « *qu'une des choses les mieux comprises par le roi des Belges, c'est [...] la grande influence que dans les gouvernements modernes et démocratiques doit exercer l'intelligence, qu'elle se manifeste par les entreprises industrielles ou par les créations de l'art* » (*Excursions sur les bords du Rhin : impressions de voyage*).

Quand il écrit ces lignes, Alexandre Dumas n'a pas encore publié sa trilogie, qui commence avec *Les Trois mousquetaires*, s'achève avec *Le Vicomte de Bragelonne* et qui propose, à travers les aventures des quatre mousquetaires, une réflexion intemporelle sur l'art de gouverner, de Louis XIII à Louis XIV, en passant par l'Angleterre quand la monarchie y subit quelques soubresauts. Dumas n'a pas encore écrit sa trilogie mais ses *Impressions de voyage* montrent qu'il est déjà animé par une passion de l'histoire et par une forme de fascination pour ce qui fait un bon, ou un mauvais, gouvernement.

Et donc, que voit-il à Bruxelles ? Il voit un grand roi qui lui semble répondre aux attentes de la nation belge parce qu'il exerce son intelligence en vue du bien commun, dans tous les domaines : politique, en travaillant à l'indépendance de son pays, industriel, avec l'immense chantier des chemins de fer, artistique, avec un renouveau de l'école flamande de peinture.

Il voit ensuite une grande nation, dont le trait saillant lui semble être « ce double sentiment démocratique et religieux » que résume la belle inscription gravée sur le tombeau du comte Frédéric de Mérode : « *Plus d'honneur que d'honneurs !* » Cette devise trouve un écho très profond chez Alexandre Dumas, dont toute l'œuvre romanesque suggère que le principe d'un grand gouvernement doit être l'honneur et non les honneurs. Dans une scène magnifique du *Vicomte de Bragelonne*, Athos explique ainsi au jeune roi Louis XIV que l'honneur – et non le goût des honneurs ou des plaisirs – doit

rester la valeur cardinale de son règne, s'il veut que les grands seigneurs lui conservent leur loyauté. Et l'honneur, pour Athos, c'est le respect de la parole donnée, qui se confond avec l'honneur de la France quand elle est la parole de l'Etat.

A Bruxelles, Dumas voit enfin une ville magnifique, dont il admire l'Hôtel de Ville, comme j'ai eu le plaisir de le faire à l'heure du déjeuner à l'invitation de monsieur le Bourgmestre. Il admire le palais du Prince d'Orange, le Manneken-Piss. Il n'éprouve qu'un bref moment d'horreur quand (je le cite) : « *en sortant du palais j'aperçus une individu qu'à sa tournure je reconnus pour un Français, et qui, de son côté, s'arrêta pour me regarder ; je me jetai aussitôt dans le parc, de peur qu'il ne vînt à moi, car, à Bruxelles, ce que nous pouvons rencontrer de pis est un compatriote* ». J'espère qu'aucun Français ne s'est glissé dans cette salle. Si c'est le cas, et s'il s'émeut de cette citation, il se souviendra que, comme je le disais en introduction, on peut être un grand écrivain et écrire des bêtises.

Je ne suis pas, pour ma part, un grand écrivain, et il m'arrive régulièrement d'écrire ou de dire des bêtises, mais je veux vous dire, Mesdames et messieurs, combien je suis heureux d'être à Bruxelles ce soir, combien je suis honoré d'être invité à m'exprimer devant vous, en ce jour particulier de grande émotion où nous nous souvenons de l'attentat commis il y a exactement six ans à Bruxelles.

La Belgique occupe une place à part dans mon histoire personnelle. La famille de ma mère étant Lilloise, et fière de l'être, j'ai toujours eu une forme de tendresse pour cette voisine, cette sœur qu'est la Belgique. Originaires des Flandres françaises, ma grand-mère et mon arrière-grand-mère parlaient le flamand. Ce qui, enfant, suscitait chez moi un sentiment curieux d'admiration et d'incrédulité. J'ai longtemps pensé qu'elles avaient inventé cette langue entre elles pour éviter que je comprenne ce qu'il y aurait à dîner, ou bien où était cachée la boîte de gaufres. Je n'ai compris que plus tard, et probablement avec autant de surprise, que d'autres la parlaient.

La famille de mon père étant havraise, et fière de l'être, j'ai appris, comme tous les petits Havrais, que le roi Albert I^{er} et le gouvernement belge, alors dirigé par Charles de Broqueville, avaient choisi Le Havre et Sainte-Adresse, commune voisine du Havre, pour installer le siège du gouvernement pendant la Première Guerre mondiale. Deux magnifiques statues commémorent toujours l'amitié jamais démentie qui s'est nouée entre ces deux nations dans ces moments rudes et tragiques de leur histoire commune.

Je dois même avouer qu'en 2017, quand la possibilité que le Président Macron me choisisse comme Premier ministre s'est précisée, et comme l'a très justement dit Mme la vice-Première-ministre, ministre des affaires étrangères, chère Sophie, deux semaines avant ma nomination, quand j'ai commencé à

comprendre que c'était une possibilité, c'est à Bruxelles que j'ai choisi de venir passer le week-end avec ma femme et mes enfants, pour tromper l'angoisse épouvantable qui me saisissait et qui m'a fait perdre en deux semaines plus de six kilos. Je suis, Mesdames et Messieurs, le seul homme français âgé d'une cinquantaine d'années qui peut passer un week-end à Bruxelles et maigrir. Ecoutez, on brille comme on peut !

La tentation de rester à Bruxelles était grande, mais Paris m'appelait et j'ai dû rentrer chez moi. Devenu Premier ministre, je me suis réjoui que nous entretenions d'excellentes relations de travail et de confiance avec Charles Michel d'abord puis avec Sophie Wilmès, notamment pendant la pandémie. Je dois dire, Mesdames et Messieurs que, pendant ce moment difficile, j'ai le souvenir précis, ému et amical des conversations que Sophie et moi pouvions avoir, en général le dimanche soir, dans un contexte délicat, pour elle et pour moi. Et je peux dire, à la Belgique et aux Belges qui sont présents ce soir, qu'ils ont eu, dans ces moments difficiles, une sacrée Première ministre. Vraiment.

L'avocat que j'ai été connaît par ailleurs le redoutable sens des affaires de mes amis belges. Le maire d'une ville portuaire que je suis mesure la remarquable efficacité des places portuaires belges. Le bon vivant que j'espère demeurer savoure la chaleur de l'accueil belge. Bref, je suis heureux d'être ici.

Alors gouverner !

Si un thème devait inciter à l'humilité, c'est bien celui-là.

N'étant ni philosophe, ni théoricien, ni universitaire, je ne veux pas me lancer dans une théorie. J'en suis incapable. Je ne peux évidemment donner aucune leçon sur « comment gouverner ». La vérité m'oblige à reconnaître que je me suis trompé, au gouvernement, à une fréquence qui, sans me paraître excessive, a néanmoins été soutenue. C'est d'ailleurs le lot de ceux qui gouvernent. Le premier apprentissage, qu'il est préférable de saisir vite, tient en peu de mots : lorsqu'on gouverne on finit toujours par se tromper. Et ça finit toujours par se voir. La pire des conséquences à en tirer serait de ne plus rien faire de peur de se tromper. Car ne pas décider de peur de se tromper est toujours plus dangereux que de décider en sachant qu'on peut se tromper.

Je ne propose donc pas une théorie du gouvernement, encore moins du bon gouvernement mais quelques questions, auxquelles j'essaierai d'ébaucher des éléments de réponse.

*

La première question qui me semble un préliminaire à toutes les autres, c'est de savoir si gouverner s'apprend. La réponse est facile. Oui. Ça s'apprend. Gouverner est un art et, comme tous les arts, ça s'apprend. Mais comme tous les arts, ça ne s'apprend pas qu'à l'école, et ce n'est pas parce que vous avez appris que vous savez faire. Donc ça reste assez compliqué. Je crois qu'on apprend à gouverner en lisant, en regardant faire des hommes et des femmes qui nous précèdent et qui nous inspirent, et en faisant soi-même.

Puisque nous sommes à Bruxelles, je pourrais citer *Les Mémoires d'Hadrien*, de cette chère Marguerite Yourcenar. Dans cette longue lettre adressée par l'empereur Hadrien à son petit-fils adoptif Marc-Aurèle, elle parle « des granits de l'inévitable » et « des éboulements du hasard ». Il faut beaucoup de temps pour installer, pour façonner les granits de l'inévitable, et très peu de temps pour qu'adviennent les éboulements du hasard.

« Les granits de l'inévitable », il me semble que ce sont souvent les mêmes. Une formation par les mots et les livres, une formation par l'expérience, parfois par les armes, une formation qui, si vous lisez une bonne biographie de Winston Churchill, ne diffère pas tant de celle de l'empereur Hadrien.

Churchill. J'aime beaucoup Churchill. Vous verrez, je vais vous mettre du Churchill partout. Si vous n'aimez pas, tant pis. C'est difficile de ne pas

aimer Churchill. Churchill était un très mauvais élève à l'école et finalement il intègre l'académie militaire de Sandhurst puis il se soumet, mais tard, à une discipline de lectures intensives quand il se retrouve affecté à Bangalore. Chaque jour, il se contraint à lire 50 pages de Macaulay et 25 de Gibbon – les deux grands historiens de l'Angleterre. Et puis *La République* de Platon, *La Politique* d'Aristote, Darwin, Schopenhauer, Adam Smith... Il dévore les classiques, dans la chaleur moite de l'empire, ce qui ne l'empêche pas de manifester une grande bravoure quand il s'agit de passer à l'action. Il fait l'expérience de la vendetta en territoire tribal, des provinces indiennes à l'Afghanistan, avant de s'illustrer en Egypte, et en Afrique du Sud, pendant la guerre des Boers.

Il y a donc un apprentissage, qui est militaire chez lui, qui ne l'est pas forcément chez d'autres, mais qui consiste toujours à passer du monde parfait des idées au monde imparfait, parfois poisseux, de l'action. Sous la plume de Marguerite Yourcenar, Hadrien exprime exactement cette impatience de « se mesurer aux hommes et aux choses », après avoir somnolé un peu trop longtemps dans « une poussière d'idées respirées déjà ». « J'en étais arrivé à un point », écrit-il sous sa plume, « où la plus banale discussion au sujet de l'importation des blés d'Egypte m'en eût appris davantage sur l'Etat que toute *La République* de Platon ».

Il faut évidemment lire Platon. Hadrien et Churchill l'avaient fait. Mais s'ils sont devenus de grands chefs d'Etat, c'est parce qu'ils ont, un jour, choisi

de s'intéresser avec plus de passion encore aux discussions qui portaient sur la vie très concrète de leurs concitoyens, comme le prix du blé.

Avant de devenir empereur, Hadrien est d'ailleurs juge au tribunal chargé des litiges d'héritage, ce qui le confronte – à Rome déjà ! – à tout ce que l'humanité peut avoir de plus mesquin, parfois de plus sordide. Je ne suis pas sûr que les choses aient beaucoup changé en la matière. Mais cette expérience, bien qu'ingrate, est décisive dans sa formation parce qu'elle lui apprend à connaître ses concitoyens sans pour autant mépriser ce qui les anime, ce qui les intéresse au premier chef. « Je ne méprise pas les hommes », écrit-il. « Si je le faisais, je n'aurais aucun droit, ni aucune raison, d'essayer de les gouverner. » Pour apprendre à commander, il faut d'abord avoir appris à servir, ajoute-t-il.

Loin de moi l'idée de me comparer à ces illustres prédécesseurs – même si la satisfaction de l'ego est quand même une occupation courante des responsables politiques – mais si je devais évoquer les « blocs de granit » structurants dans ma formation, je citerais moi aussi des lectures fondatrices. Les grandes biographies de personnages qui, enfant ou adolescent, me fascinaient : Pierre Mendès France, Léon Blum, De Gaulle, Churchill. Des biographies aussi de gens qui me révulsaient, parce qu'il y a beaucoup à apprendre chez ceux qu'on n'a pas du tout envie d'imiter. Je ne citerai pas les noms. Des livres d'histoire beaucoup. Des livres qui évoquent l'imminence ou la possibilité de l'effondrement. Celui de mon pays, dans

L'Etrange défaite de Marc Bloch, ou celui de la planète, dans *Effondrement*, de Jared Diamond...

Des lectures donc, beaucoup de lectures.

Deuxième grand bloc de granit, mon service militaire, qui eut l'immense mérite de me sortir de l'état d'ébriété quasi-permanent dans lequel j'avais passé la fin de mes études supérieures. Churchill prouve que l'alcool n'est pas forcément incompatible avec les pratiques de gouvernement les plus éclairées. Mais enfin, de ce point de vue, le service militaire m'a fait du bien.

Il m'a surtout appris ce que l'expérience des armes et du commandement apprend toujours, même en temps de paix, de ses propres limites.

Le Conseil d'Etat fut un autre bloc de granit. Il ne m'a pas seulement appris l'architecture et l'orfèvrerie du droit, mais il m'a permis d'apprendre plus sûrement que pendant toutes mes études à écrire le français avec le mot juste.

J'ai ensuite appris en regardant des hommes que j'admirais : Antoine Rufenacht et Alain Juppé. Le premier avait conquis Le Havre, après des décennies de pouvoir communiste, le second avait été Premier ministre et

aimait être maire de Bordeaux. Antoine Rufenacht gouvernait Le Havre avec une passion et en même temps une rigueur, presque une austérité, qui n'étaient sans doute pas étrangère à l'éthique protestante qui l'animait. C'est lui qui, après m'avoir formé pendant 10 ans, aussi longtemps que j'étais son adjoint au maire, m'a confié la mairie au moment où il atteignait ses 70 ans en expliquant que le renouvellement, y compris le renouvellement politique, c'était la vie.

Le jour où il m'a passé les clefs de la ville, il m'a donné un des conseils les plus précieux sur ce que veut dire gouverner. Il m'a dit « pour être un bon maire, il faut être à l'heure, porter une cravate et aimer les gens ». Ça peut sembler trivial, ça l'est sans doute un peu, mais Antoine Rufenacht me disait, en peu de mots, beaucoup de ce qu'est l'art de gouverner. Être à l'heure, la ponctualité, c'est la politesse des rois, le respect des autres. Porter une cravate, c'est le sens de la fonction. Lorsqu'on exerce une responsabilité, lorsque l'on gouverne, on n'est jamais seulement soi-même. On est toujours une fonction. Et c'est ce que voulait dire Antoine en parlant du port de la cravate. Aimer les gens, parce qu'au fond, dans toute action politique, il y a nécessairement le fait d'aimer les gens. Je le dis aux plus jeunes d'entre nous qui pourraient s'être glissés dans cette salle : si un jour vous avez envie de faire de la politique et si vous avez l'impression que vous n'aimez pas les gens ou que passer trois minutes avec quelqu'un qui vous raconte ses problèmes, ce n'est pas votre truc, faites autre chose. Parce que ça ne marchera pas. En tout cas, vous n'allez pas vous épanouir. Je le dis car, bien souvent, cette dimension est sous-estimée par les gens qui ne

connaissent de la politique que ses travers, soit parce qu'ils ont lu trop de mauvais polars politiques, soit parce qu'ils voient dans la joute politique la succession de querelles de pouvoir sans se rendre compte qu'en dépit de ces querelles de pouvoir, qui sont réelles, il existe une motivation et une force très présentes chez toutes celles et ceux que je connais qui sont engagés en politique. Ceux que j'aime comme ceux que j'aime moins.

J'ai donc connu de longues années de formation, de préparation, quelques ratés, des déceptions, et puis, un jour, ces « éboulements du hasard » qui rebattent les cartes et qui ont été, il faut bien le reconnaître, des éboulements assez massifs au moment des élections présidentielles de 2017 en France. En quelques semaines, le paysage politique français s'est trouvé profondément redessiné par une remise en cause du clivage traditionnel entre la gauche et la droite. Certains ont choisi de considérer que l'éboulement était superficiel, dû au hasard d'un scandale de fin de campagne. J'étais, au contraire, convaincu que ce n'était pas un éboulement hasardeux mais un véritable dynamitage de nos repères politiques. Et je voudrais en dire un mot car ce n'est pas sans lien avec ce qui se passe maintenant.

La droite et la gauche continuent à exister en France, et continueront longtemps à exister. Il y a une culture de gauche et une culture de droite. Il y a une topographie, des héritages de droite ou de gauche. Vous avez des familles où le souvenir marquant des enfants et des parents, c'est 1981 et

l'élection de François Mitterrand. Et dans d'autres familles, c'est le souvenir de la terreur de l'élection de François Mitterrand. Essayez avec des Français, vous verrez que ça marche assez bien. Il n'est pas totalement impossible, du reste, que s'ils se sont installés en Belgique, ils soient plutôt dans le registre de la terreur. Je ne dis pas que c'est le cas pour tout le monde bien entendu. Mais ça peut arriver quand même. Il reste une culture de gauche comme il existe une culture de droite.

Mais ce qui est apparu, de façon évidente en 2017, c'est que ces cultures, ces camps, ces histoires, ces héritages, respectables, étaient devenus inopérants pour expliquer les clivages du débat public et les grands choix à assumer. Inopérants parce qu'au fond ils n'expliquaient pas le clivage entre pro-européens et anti-européens. Ils n'expliquaient pas le clivage entre soutien à l'économie de marché et renoncement à l'économie de marché. Ils n'expliquaient pas le clivage entre l'attachement à l'ordre public ou à la lutte contre le terrorisme et l'idée que trop d'action en faveur de la sécurité nuirait aux libertés. Ils n'expliquaient plus la vie politique française. Et, de fait, les contenus idéologiques de la gauche et de la droite se sont considérablement affaiblis. La montée des extrêmes, à droite comme à gauche, crée un phénomène de scission et de brouillage au sein des familles politiques traditionnelles.

Donc, en 2017, m'inspirant peut-être de cette phrase de Churchill qui préférait ceux qui changeaient de partis pour rester fidèles à leurs idées

plutôt que ceux qui changeaient d'idées pour rester fidèles à leurs partis, et Churchill savait de quoi il parlait puisqu'il avait changé deux fois de parti, j'ai rejoint le Président de la République. Churchill est un grand homme très pratique parce qu'il a toujours une phrase qu'on peut citer, en prétendant qu'elle est de lui, même quand ce n'est pas absolument certain.

Deuxième question : est-ce que gouverner, ça fait peur ?

Mme la ministre des affaires étrangères a indiqué que j'avais expliqué, dans *Impressions et lignes claires*, qui est disponible aujourd'hui en livre de poche, à un prix modique, que « oui gouverner, ça fait peur ». Et c'est vrai que gouverner ça fait peur. C'est ceux qui n'ont pas peur qui doivent vous faire peur.

J'ai eu peur avant, Hugo aurait même parlé d'épouvante plutôt que de peur. Et c'est une peur qui ressemble probablement à du trac. Elle est nécessaire. Elle est réelle. Elle vous tord les boyaux, mais au fond, une fois que vous commencez, elle disparaît. Enfin, il faut espérer. Parce que si elle continue une fois que vous avez commencé, ça se voit, et là ce n'est pas bon.

J'ai eu peur aussi *pendant*. Pendant certains événements. Je voudrais en citer un parce qu'il n'est pas impossible que Mme la vice-Première ministre, ministre des affaires étrangères, chère Sophie, nous ayons partagé cette

peur. C'est celle qui nous a saisis, en tout cas qui m'a saisi, parce qu'au fond peu de personnes étaient au courant, la peur qu'il finisse par manquer, alors même que nous étions au début de l'explosion de la première vague de pandémie, qu'il finisse par manquer des médicaments nécessaires à l'endormissement des patients intubés et donc placés en service de réanimation. En quelques semaines, la consommation de ces médicaments, nécessaires au fonctionnement des services de réanimation, avait en France et d'ailleurs un peu partout dans le monde, progressé d'environ 2100% par semaine. Aucun stock ne résiste à une progression de 2100% par semaine. Ça n'existe pas. Est donc arrivé le moment où nous avons vu le stock diminuer à un point tel que nous nous sommes dit que, peut-être, nous allions devoir annoncer qu'il n'était plus possible de placer des Françaises et des Français dans un service de réanimation, non pas faute de places, mais faute de médicaments.

Là j'ai eu peur. Je ne suis pas sûr que le système aurait tenu. Et, s'il n'en a pas manqué, c'est par l'action absolument exceptionnelle d'équipes françaises, probablement trop ignorées mais remarquables, de diplomates, de médecins, de logisticiens, qui ont su trouver, parfois dans des situations très acrobatiques, croyez-moi, les principes actifs nécessaires à la réalisation et à l'acheminement de ces médicaments.

J'ai parfois eu peur *après coup*. J'ai eu peur après coup lorsque Notre-Dame a brûlé. C'était un 15 avril, je m'en souviens car c'était l'anniversaire de

mon fils, et je m'en souviens parce que j'ai vraiment eu peur. La cathédrale brûlait, et le gouvernement se rend sur place. Le Premier ministre et le Président de la République, ce qui est très rare. Réunir, sur un même lieu, un Premier ministre et un Président de la République alors que ce n'était pas prévu, je vous assure que c'est très rare pour des raisons de sécurité évidentes. Le général qui commande la brigade de sapeurs-pompiers de Paris nous dit : « j'ai besoin d'une demi-heure pour vous dire si on arrivera à sauver Notre-Dame ou pas ». Bon, très bien. On va attendre une demi-heure. C'est long une demi-heure dans ces circonstances. Très long.

Au bout d'une demi-heure, le général des sapeurs-pompiers revient et nous dit : « écoutez, on ne l'a pas sauvée, mais on ne l'a pas perdue. J'ai besoin d'encore une heure, mais c'est très risqué car c'est la fin de la journée, nos pompiers ne sont pas équipés pour faire face dans ces conditions, à cet endroit, et si le feu prend dans la charpente en bois de la tour nord, la cloche tombera, la tour nord tombera et immanquablement quelques minutes plus tard la tour sud tombera. Je peux envoyer trente sapeurs-pompiers pour lutter mais il y a quand même un risque ». Il n'y a évidemment aucune personne physique à sauver, « juste » Notre-Dame. Mais c'est un sacré « juste ».

Donc le général mesure les risques. Il est tout seul. Il a en face de lui le Premier ministre, le Président de la République, la maire de Paris. Il réfléchit. Et au bout d'une petite réflexion de trois minutes il nous dit :

« c'est risqué, c'est très risqué mais je crois qu'on peut prendre le risque ». Et là, il lève la tête, il voit le Premier ministre et le Président de la République, à qui il revient de prendre la décision, éclairés par le conseil du général, mais c'est à eux qu'il revient de prendre la décision. Le Président de la République est le chef de l'Etat, c'est lui qui prend la décision. Le Premier ministre est responsable devant le Parlement, c'est lui qui l'assume. C'est les institutions.

Le Président de la République dit « en avant » et le général répond : « vous rentrez chez vous, on se reparle dans une heure ». Et au bout d'une heure, Notre-Dame est sauvée. Nous rentrons dans la cathédrale, alors que le feu est à peine maîtrisé, il y a un trou dans la nef parce que la flèche s'est écroulée. Une cathédrale dans le noir, avec de l'eau qui tombe, la croix éclairée par une lumière qui vient de l'extérieur, et du plomb en fusion orange fluorescent qui coule devant vous. C'est magnifique. C'est un désastre. Mais c'est magnifique.

Et par ailleurs, tout est sauvé. Parce que les personnels du ministère de la culture, les personnels de la mairie de Paris et les Sapeurs-pompiers ont fait un boulot extraordinaire et quasiment tout le patrimoine contenu dans la cathédrale est sauvé. C'est la joie. C'est formidable. Le lendemain, un mouvement d'union nationale comme la France les aime tant, l'Assemblée nationale debout, célèbre le courage, la compétence des pompiers de Paris, c'est merveilleux. Le soir, je rentre chez moi. Content quand même. Je passe

devant les Invalides, où ont lieu les cérémonies militaires lorsque des militaires meurent pour la France, là où l'on aligne les cercueils recouverts du drapeau français. Et au moment où je passe devant la cour des Invalides, je vois quasiment les cercueils, mes mains commencent à trembler et je suis saisi, avec 24h de retard, d'une peur panique.

Donc oui, gouverner ça fait peur.

Mais ce n'est jamais une peur qui bloque ou qui paralyse. C'est une peur qui est à la fois permanente et jamais obsédante. Si vous lisez les mémoires de Tony Blair, ou si vous invitez Tony Blair à faire une grande conférence ici, il vous racontera exactement la même chose sur la peur.

Troisième question : qu'est-ce que c'est qu'être Premier ministre dans un pays où le Président a, semble-t-il, tous les pouvoirs ? Ce qui est une façon polie de dire : mais finalement à quoi il sert le Premier ministre ?

Pour répondre à cette question il faut bien comprendre le système institutionnel français. Je ne vais pas vous faire un cours de droit constitutionnel, même si j'aime ça, mais dire quelques mots qui me semblent intéressants, surtout quand on compare notre système au système belge qui est très, mais vraiment très différent. Nous avons trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire. Deux chambres dans le législatif,

l'Assemblée nationale et le Sénat. Et au sein de l'exécutif, une dyarchie, deux têtes.

Une dyarchie exécutive. C'est classique : dans toutes les démocraties, il y a deux têtes, le Premier ministre et le roi ou la reine, un chancelier, un président de gouvernement et un roi. Mais en général, avec tout le respect que je peux avoir pour celle des deux têtes qui détient peu de pouvoir, il y en a une qui les concentre. Le Président des Etats-Unis a tout le pouvoir de l'exécutif et le Vice-président, aucun. Il attend que le Président meure. Dans un système de démocratie parlementaire, c'est le Premier ministre qui détient le pouvoir et bien souvent le souverain ou le Président se contente d'un rôle symbolique important. En France, et c'est une spécificité importante, les deux têtes de l'exécutif ont du pouvoir : le Président de la République et le Premier ministre.

La deuxième chose, dans le système institutionnel français, c'est que contrairement à ce que vous entendez souvent à la télévision, c'est un régime parlementaire. J'ai parfois eu du mal à en convaincre mes étudiants, quand je donnais des cours. Le Premier ministre est responsable devant l'Assemblée nationale. Ce qui signifie que, si le Président de la République, aussi bien élu soit-il, n'obtient pas la majorité à l'Assemblée nationale, il doit nommer un Premier ministre qui n'est pas de son camp. Et on s'est rendu compte, au cours de trois cohabitations françaises, entre 86 et 88, 93 et 95 et surtout 97 et 2002, que le Président de la République conservait un

rôle important mais que, comme c'était un système parlementaire, c'était bien le Premier ministre responsable devant l'Assemblée nationale qui avait le pouvoir de faire. On pourrait même dire que dans le système institutionnel français, le Président de la République ne peut rien faire sans le Premier ministre. Normalement, dans l'immense majorité des cas, le Premier ministre lui obéit. Mais il ne peut rien faire sans lui. A la fin, c'est le Premier ministre qui signe. C'est lui qui dispose de l'administration. C'est lui qui met en œuvre les engagements que le Président de la République a pris.

La 3^{ème} chose, c'est que pour que ça fonctionne, à peu près, il faut reconnaître une subordination mais éviter une confusion. La subordination, c'est celle du Premier ministre vis-à-vis du Président de la République qui le nomme, et qui peut lui demander de partir. La confusion, ce serait l'idée que, parce que nous vivons une époque d'immédiateté, de réseaux sociaux, un quinquennat dans lequel la date des élections présidentielles et celle des élections législatives coïncident quasiment, le Président serait devenu un hyper président et que, derrière, les autres essaieraient de faire ce qu'ils peuvent. Le système français ne peut pas marcher ainsi. C'est ma conviction. Elle n'est pas totalement partagée, surtout par les Présidents de la République. Le Président Sarkozy considérait qu'il y avait un Premier ministre, qu'on ne pouvait pas faire sans mais que c'était un collaborateur. Le Président Hollande, qui a eu trois Premiers ministres en cinq ans – c'est admirable – défendait l'idée qu'il faudrait supprimer le Premier ministre. Et le Président de la République actuel a une conception de son exécutif qui lui

laisse de très grandes marges de manœuvre. Ça s'entend d'ailleurs, je ne dis pas que c'est moi qui aie raison.

Mais ma conviction, c'est que présider et gouverner sont deux choses totalement différentes, qui demandent des qualités différentes et qui imposent de réfléchir de façon différente. Le petit livre dont je vous parlais tout à l'heure a été intitulé *Impressions et lignes claires* exactement pour cette raison. Lorsque vous êtes Premier ministre, votre métier consiste à prendre un très grand nombre de décisions, tous les jours, sur des sujets qui sont extrêmement techniques, assez souvent incompréhensibles il faut bien le reconnaître, et qui vont de la fiscalité des haricots jusqu'au contrôle technique des tondeuses à gazon.

Toutes les décisions ne remontent pas à Matignon mais toutes celles sur lesquelles les ministres ne sont pas d'accord entre eux, ce qui fait quand même beaucoup de décisions, je vous le garantis. Et donc, par petites touches successives, le Premier ministre peut espérer créer une cohérence, qui ressemble beaucoup au pointillisme ou à l'Impressionnisme. Présider, c'est tracer des lignes claires. Dire exactement où on veut aller et faire en sorte que toutes les décisions qui sont prises, à la fois par soi-même et surtout par les autres, s'inscrivent dans cette logique et dans cette ligne claire. Ce n'est pas plus facile. C'est même, en un sens, plus difficile. Et on n'est pas absolument certain de savoir ce qu'il faut faire pour que le système français fonctionne bien, mais on sait ce qu'il faut faire pour qu'il fonctionne

mal. A mon avis, c'est la confusion des genres, l'idée que le Premier ministre puisse se prendre pour le Président de la République. Absurde. Affreux. Très mauvais. Ou l'idée que le Président de la République gouverne à la place de son gouvernement.

Le système institutionnel français a été conçu par le général De Gaulle sur le modèle d'un Etat-major. Le Président de la République dit où il veut aller et le Premier ministre, le chef d'Etat-major, prend les décisions pour que tout le monde aille là où le Président a dit qu'on allait. Donc, normalement, un Premier ministre a beaucoup de place et beaucoup de latitude dans un gouvernement français, alors même qu'on pense et qu'il se dit parfois que c'est le Président qui aurait tous les pouvoirs. Il a la prééminence mais il a besoin d'un Premier ministre.

Quatrième question : qu'est-ce que je retiens de trois ans passés à gouverner ? La première chose tient en une formule simple, dont j'ai tous les jours testé la solidité et parfois la dureté : gouverner, c'est choisir et choisir, c'est renoncer. Si vous n'êtes pas capable de renoncer à quelque chose, c'est que vous n'avez pas choisi. Mais si vous n'avez pas choisi, vous n'avez pas gouverné. Et c'est vrai dans tous les domaines, ce n'est pas propre à la politique. On peut le dire de tous ceux et celles qui exercent des responsabilités.

La deuxième chose que je retiens, c'est que gouverner, en démocratie, c'est parler. La démocratie exige que l'on explique, pendant les campagnes et avant de faire ce qu'on veut faire, puis qu'on explique comment on a fait. Gouverner, c'est convaincre, défendre, communiquer. On peut trouver que l'aspiration à communiquer est excessive, ou que la communication occupe trop de place, mais si vous ne parlez pas, si vous n'expliquez pas, si vous ne convainquez pas, alors vous ne gouvernez pas. C'est indispensable.

C'est aussi dire : « je ne sais pas ». La politique, en France, rassemble des gens convaincus qu'ils ont été touchés par la grâce de Dieu pour présider à la destinée de la République française, ou qu'ils sont tellement plus forts que les autres qu'ils savent forcément. En France, une bonne partie des études peut être consacrée à trouver la meilleure façon de répondre quand vous ne savez pas. Je l'ai beaucoup pratiqué. Donc c'est compliqué pour un homme de dire : « je ne sais pas ». Les femmes sont souvent plus franches, plus directes – c'est en tous cas l'expérience que j'ai.

Quand j'étais Premier ministre, j'ai dit deux fois : « je ne sais pas ». La première fois, j'ai failli sauter. C'était un matin d'août, dans une émission politique un peu rude. En France, on peut se faire interviewer de façon un peu rude par un monsieur qui s'appelle Jean-Jacques Bourdin. Oui, je vois que vous connaissez. Il peut vous bombarder de questions hyper techniques et si vous n'arrivez pas à répondre, vous êtes dans un coin, comme en boxe, et vous prenez des coups.

Quand il me demande si j'ai revalorisé de 0,3 ou 0,4 le point d'indice sur la molette du troisième pilier, j'ai dit : « écoutez je ne sais pas, mais ce n'est pas très grave car j'ai l'administration française derrière moi et il y a des mecs qui savent. Donc on va leur demander et, juste après la pause, je vous répondrai ». J'ai fait ce que tout être normal, je dirais même raisonnable, répond quand on lui pose une question pointue. En disant cela, je pensais assumer un parler vrai, une forme de modernité, d'humilité... J'avais tort ! Comme dirait mon fils, « j'ai pris cher ». Il y a immédiatement eu sur les réseaux sociaux un montage qui prenait tous les moments où je disais « je ne sais pas », et quand vous le dites trois ou quatre fois et que vous montez ça de façon nerveuse, ça marche très bien sur les réseaux sociaux, pour celui qui a fait le montage. Pour celui qui est l'objet du montage, c'est plus compliqué. Dire « je ne sais pas » semblait trahir une forme d'incompétence, d'ignorance, un manque de sérieux.

Je l'ai pourtant redit pendant la pandémie, à un moment où il me semblait que, pour lutter contre le virus, ce n'était pas le registre du courage qu'il fallait mobiliser chez nos concitoyens mais celui de la discipline. Il me semblait préférable non pas d'exalter mais de dire assez cliniquement ce qu'on savait et ce qu'on ne savait pas. Et si nous assumions ce qu'on ne savait pas, il me semblait possible que les gens nous croient quand on disait ce qu'on savait. J'ai donc dit : « je ne sais pas ». Et il s'est produit l'effet inverse à celui qui avait suivi l'émission de Jean-Jacques Bourdin. L'aveu

d'ignorance ne passait plus pour un manque de sérieux, de crédibilité mais disait au contraire le sérieux, la crédibilité. Je ne sais pas ce qu'il faut en tirer comme leçon. Mais maintenant, quand je recrute quelqu'un, la première chose que je lui dis c'est : « quand je vous pose une question, soit vous savez et vous me dites, soit vous ne savez pas, vous me le dites et vous vous dépêchez d'aller chercher la réponse ». Je considère que de ce point de vue-là, j'ai plutôt bien évolué.

La troisième chose que je retiens, c'est que gouverner, c'est composer. Un gouvernement d'abord, ce qui est un exercice redoutable. C'est aussi composer avec les événements. Jean-Paul Huchon, qui avait été directeur de cabinet de Michel Rocard à Matignon, a une image assez bien vue : gouverner, à Matignon, c'est jouer au tennis face à une machine automatique. La première balle, vous allez la chercher avec un coup droit d'une pureté qui vous étonne presque, et vous pensez : « je sais faire, tout va bien ». Ensuite, une balle sur votre revers, c'est magnifique. Vous courez et les balles arrivent progressivement un peu plus vite, puis un peu plus loin, et puis vous êtes un tout petit peu en retard... C'est exactement cela. Prises une par une, les circonstances ne sont jamais radicalement ingérables. Si on prenait le temps et si on avait le temps, on les réglerait assez bien. C'est leur multiplication, leur carambolage qui vous obligent à composer avec ce désordre que vous ne maîtrisez plus guère.

C'est composer avec la réticence de vos concitoyens sur des réformes que vous aviez annoncées et sur lesquelles vous avez une majorité, ou sur des réformes que vous n'aviez pas annoncées mais qui deviennent nécessaires alors même que vous n'auriez pas imaginé avoir à les conduire. Parfois, il faut composer avec la colère. Ce n'est pas propre à la France, même si nous avons, en France, des habitudes de colère sociale assez vigoureuses. On l'a vu en Catalogne, comme en France au moment des Gilets jaunes, au Canada au moment des *truckers*. J'imagine que vous avez quelques exemples précis en Belgique également.

Gouverner, c'est composer avec l'inattendu, le scandale, la déclaration maladroite, avec le tragique, la catastrophe, l'attentat. Et composer avec ce que l'inattendu peut avoir de plus tragique si on n'agit pas, comme au moment de la pandémie. Mais c'est toujours composer : se confronter avec le réel tel qu'il est, qui n'est jamais tel que vous auriez aimé qu'il soit.

Dernière question : comment gouverner dans une démocratie qui est ébranlée de l'intérieur et de l'extérieur ? Je suis frappé de voir, un peu partout dans les démocraties occidentales, des phénomènes qui se conjuguent et qui mettent en danger notre stabilité et notre appétence à la démocratie. Je les cite sans qu'il faille y voir un ordre d'importance croissant ou décroissant.

D'abord, l'appauvrissement du pouvoir d'achat des classes moyennes populaires. Depuis 20 ans, en Italie, depuis la crise de 2008, surtout, les classes moyennes populaires, en Europe et aux Etats-Unis, ont vu leur niveau de vie stagner, parfois décroître. Cette stagnation produit, non pas la première ou la deuxième année mais au bout d'un certain temps, des effets profonds.

Deuxième élément, assez peu réjouissant, le fait que s'enracine, dans l'esprit des classes moyennes populaires, et même au-delà, l'idée que leurs enfants connaîtront moins de perspectives qu'eux. Ou de plus dures, de plus sombres. Et cela tient à la fois à l'angoisse planétaire sur le dérèglement du climat, à l'angoisse culturelle liée à un changement extrêmement rapide du monde, à la révolution technologique, et parfois aussi à l'interrogation que suscite l'immigration, dans un certain nombre de quartiers.

Troisième sentiment qui se développe fortement chez nos concitoyens, celui d'un éloignement croissant des lieux de pouvoir et de décision. Il peut s'agir d'un éloignement géographique, social, ou politique, mais c'est toujours l'idée que nous n'aurions plus prise sur le monde dans lequel nous vivons. Nous n'aurions plus prise sur les décisions qui s'imposent à nous parce que nous ne pèserions plus ni localement, ni nationalement, sur les centres de pouvoir. Ce sentiment affaiblit, rogne insensiblement mais très puissamment la foi dans le régime politique de la démocratie.

La mise en cause des élites est devenue, aussi, assez générale. Il peut s'agir d'une remise en cause de leur légitimité, de leurs compétences, parfois des deux, ou de leur honnêteté, cela peut arriver aussi. L'affaissement du débat public est par ailleurs terrifiant, avec les chaînes d'information en continu. S'il se passe quelque chose, elles le montrent. S'il ne se passe rien, il faut bien créer quelque chose. Donc on crée du *clash* sur le plateau en payant des gens qui ne sont pas d'accord, mais vraiment pas d'accord. Quelqu'un qui est vraiment très pour et quelqu'un qui est vraiment très contre, en espérant que l'arc électrique artificiellement constitué sera tellement spectaculaire que les gens regarderont. Si vous réunissez deux personnes nuancées sur un plateau, les audiences baisseront. Donc, quand il ne se passe rien, on crée du vide et on participe à l'affaissement du débat public.

Les réseaux sociaux... Un de leurs effets préoccupants, c'est qu'ils sont tout sauf sociaux, ils sont asociaux. Ils vous enferment dans du « toujours la même chose », du « toujours plus identique ». A force d'algorithmes et de choix conscients ou inconscients, vous finissez par rencontrer des gens qui pensent de plus en plus comme vous. Quel est l'impact sur la vie politique ? Il est délétère pour une raison simple, c'est que la vie politique repose sur la discussion et sur l'altérité. Si vous créez un système qui met un terme à la discussion et à l'altérité, en enfermant dans des communautés qui ne sont pas seulement des communautés religieuses ou ethniques, mais des communautés d'opinion, assez vite, vous réduisez l'essence même du débat démocratique. Et c'est terrible.

Mais c'est général, ce n'est pas propre à la France. Je ne suis pas persuadé qu'en Belgique vous puissiez espérer y échapper. Nous vivons dans un monde obsédé par l'immédiateté. Le débat public, en France, porte plus souvent sur la mesure à prendre maintenant, pour obtenir un effet rapide, que sur le projet qu'on voudrait porter dans 20 ans. Or, aucun système ne peut fonctionner sans une réflexion de long terme.

La remise en cause de la science. En France, le débat scientifique sur la pandémie n'a pas illustré la méthode, la retenue, la nuance, l'humilité, que l'on pouvait espérer d'une controverse scientifique. Nous avons surtout vu des gens qui assénaient : « moi je sais parce que j'ai des diplômes longs comme le bras, et lui ne sait pas car c'est un crétin ». Et même au-delà de la pandémie, comme le résume le philosophe des sciences Etienne Klein, dans *Le goût du vrai*, « nous déclarons vraies les idées que nous aimons au lieu d'aimer les idées vraies ». Il a raison. Le contre-sens absolu sur ce qu'est la démarche scientifique et la place que la science devrait occuper dans le débat public est absolument terrifiant.

Donc, les démocraties sont fragilisées de l'intérieur. Mais elles le sont aussi de l'extérieur. Nous avons vécu depuis longtemps avec l'idée que la démocratie avait pour vertu cardinale d'organiser, de maximiser la liberté dans les sociétés politiques, et que maximiser cette liberté était la meilleure manière d'obtenir la prospérité et la stabilité. Aujourd'hui, certains régimes

soutiennent que l'absence de liberté, ou une liberté réduite à la portion congrue, serait mieux à même de garantir la stabilité et la prospérité. L'hyper-développement économique chinois ne semble pas exactement coïncider avec le modèle démocratique. L'idée que, dans le monde, la « démocratie est le pire des régimes à l'exception de tous les autres », pour revenir à Churchill, s'implante et s'enracine assez sérieusement.

Le deuxième élément de remise en cause de la démocratie, depuis une bonne vingtaine d'années, est la remise en cause du pluralisme, du multilatéralisme, qui consiste à juger utile que les Etats s'entendent pour créer des règles communes et définir comment les mettre en œuvre et les faire respecter. Or, cette idée qu'il vaut mieux se fonder sur le multilatéralisme pour assurer une forme de gouvernance collective que sur le rapport de force, l'affirmation de la puissance ou le rapport bilatéral, est battue en brèche depuis 20 ans. A la fois par des Etats qui n'ont aucune espèce d'appétence multilatéraliste et par des Etats démocratiques qui ne veulent plus y participer, comme les Etats-Unis de Donald Trump.

Pour certains Etats, le rapport de force bilatéral est devenu infiniment plus productif que le multilatéralisme. C'est une énorme menace pour les démocraties occidentales. La montée en puissance d'Etats qui affirment leur illibéralisme, et même leur modèle autocratique, comme la Russie, la Chine ou la Turquie, marque leur volonté de s'inscrire dans une logique différente de la démocratie, avec la conviction que c'est leur avantage. Une autre

menace est l'absence de cohésion des démocraties : le manque d'unité d'action entre les Etats-Unis et l'Europe d'une part, sur le commerce, la défense, sur certaines zones géographiques comme le Moyen-Orient, le manque d'unité à l'intérieur de l'Europe d'autre part, entre des Etats qui savent qu'ils ont des intérêts communs mais qui ne parviennent pourtant pas à s'entendre sur des lignes claires et puissantes pouvant garantir leur souveraineté.

Cela nous conduit aux crises démocratiques occidentales et à l'Ukraine. Mon point n'est pas de dire pourquoi nous en sommes là, ni ce qu'il faudrait faire. Un des luxes d'avoir été Premier ministre, c'est de savoir qu'il est assez déplacé de dire « voilà ce qu'il faudrait faire », quand vous êtes adossé au comptoir du bar ou dans la prestigieuse salle des Beaux-arts de Bruxelles. Je voudrais mettre en évidence quelques faits et poser quelques questions dont les réponses seront décisives pour la suite.

Quelques faits : la Russie est l'agresseur. On pourra longtemps s'interroger sur les causes de cette agression, mais comme le disait le grand poète humaniste Lénine : « les faits sont têtus ». La Russie a enfreint toutes les règles de droit international en envahissant un pays souverain, indépendant, par une armée qui bombarde les civils et qui veut réduire par la force la souveraineté d'un Etat. La Russie est l'agresseur. Point.

La première question qui se pose ensuite, sur un arbre de décisions relativement simple, est : est-il concevable que les pays d'Europe et les Etats-Unis entrent dans une guerre ouverte avec la Russie ? Ceux qui répondent oui mesurent mal jusqu'où cela peut nous entraîner. Ceux qui répondent non sont confrontés à toute une série de choix qu'ils doivent assumer.

Tous les Etats du monde ont considéré qu'il n'était pas raisonnable que la Russie d'un côté et l'Europe continentale et les Etats-Unis de l'autre rentrent dans un conflit ouvert. Toutes les décisions qui ont alors été prises se comprennent dans cette logique : l'appui logistique et militaire au gouvernement ukrainien, avec des livraisons d'armes, le soutien à la population avec un effort de solidarité exceptionnel dans toute l'Europe pour accueillir les réfugiés, le régime de sanctions contre la Russie adopté par l'ensemble des pays européens, Suisse comprise, et avec les Etats-Unis qui ont accepté de prendre en compte les spécificités européennes dans la définition de ce régime de sanctions. C'est un régime de sanctions très dur. Le nœud qui préside à ces décisions, c'est qu'il ne peut y avoir de conflit ouvert. Donc on ne peut pas envoyer de troupes en Ukraine, on ne peut pas créer un système de *No fly zone* car ce serait un acte de guerre.

Dès lors que l'on comprend que le choix est celui du refus d'une guerre frontale, on comprend que les réactions de l'Union européenne ont été bonnes. En deux semaines, des changements de politique majeurs, et assez

largement inespérés, ont fait passer l'Allemagne d'un refus systématique d'exporter du matériel de défense à des pays en guerre (interdiction du transfert du matériel vendu aux Etats baltes vers l'Ukraine), à la décision d'augmenter considérablement ses dépenses de défense pour participer à l'effort, ce qui la plaçait dans un état d'esprit radicalement différent de celui qui était revendiqué et défendu par les Allemands un mois plus tôt.

Maintenant, quels sont les buts véritables du Président russe ? Ce n'est pas évident à savoir. Voulait-il simplement récupérer l'est de l'Ukraine ? C'est-à-dire faire dans le Donbass ce qu'il a fait en Crimée ? Obtenir la démilitarisation et la neutralisation de l'Ukraine ? Aller plus loin et annexer le pays ? Ces buts de guerre sont assez incertains et probablement assez sous-estimés dans leur ampleur.

Quelle est l'endurance relative des parties ? Combien de temps la Russie peut-elle continuer cette guerre et combien de temps les Ukrainiens peuvent-ils résister à la progression russe ? Je crains que personne n'ait la réponse à ce stade. Mais il est clair que cela permettra de répondre assez largement aux autres questions.

Tout d'abord, quel est l'impact sur l'ordre mondial ? Mon sentiment est que nous allons revenir à ce que nous avons espéré abandonner, qui est terrifiant et que nous maîtrisons en même temps assez bien, le vocabulaire et la

grammaire de la Guerre Froide. Revenir à cette confrontation, parfois indirecte, parfois tendue, qui est organisée autour d'une idée simple : il ne peut exister de confrontation frontale. Il faut préempter les espaces, car dès lors qu'un espace est préempté, l'autre ne peut plus y entrer.

De la même façon qu'en 1946, Churchill parlait d'un rideau de fer qui s'abattait de Stettin dans la Baltique à Trieste dans l'Adriatique, il n'est pas impossible qu'un autre rideau de fer s'abatte des Etats baltes jusqu'au sud de la Roumanie. Il n'est pas impossible que du côté ouest de la frontière, la présence des puissances occidentales interdise aux Russes de rentrer, sous peine d'une guerre frontale, et que du côté est de cette frontière une présence russe interdise l'inverse. La question se poserait alors pour l'Ukraine de savoir où passerait le rideau. Sur la frontière entre l'Ukraine et l'UE ? Ce serait terrible pour l'Ukraine. Au centre de l'Ukraine ? Ce serait encore plus terrible pour l'Ukraine. Mais il me semble malheureusement assez peu probable que ce soit entre l'Ukraine et la Russie.

Il faut bien mesurer ce que signifie, pour nous, de revenir à cette logique. Je ne dis pas que je la souhaite, mais qu'elle me semble la plus probable. Que donnera-t-elle dans notre relation avec les Américains ? Aura-t-on demain un bloc continental qui irait de la Chine à la Russie ? Aura-t-on des puissances qui les contiennent ? Cela explique assez largement le pivot que les Américains ont opéré vers le Pacifique et en Europe – j'observe d'ailleurs que depuis l'agression russe, les Américains ont arrêté de critiquer

l'idée même d'une Europe de la défense. Le monde que nous préparons est dur, rugueux, il est dangereux mais nous en connaissons le vocabulaire et la grammaire. Nous en connaissons les règles, ce qui est au moins un motif d'espoir.

En découle une troisième question : jusqu'où ira la pensée stratégique de l'Europe ? Et là... c'est à nous de jouer. Crée-t-on véritablement une Europe de la défense et comment fonctionne-t-elle ? Crée-t-on, dans des domaines aussi différents que l'industrie, l'alimentation, l'énergie, les instruments qui permettent de définir la souveraineté européenne et de la mettre en œuvre ? Sommes-nous suffisamment conscients de la menace qui pèse collectivement sur nous pour arriver à dépasser les oppositions traditionnelles ? Je ne sais pas. Mais si nous n'y parvenons pas, la vie ne sera pas plus facile pour nous. Alors que si nous y parvenons, je ne dis pas qu'elle sera simple, mais au moins elle sera souveraine. Nous avons donc un intérêt collectif à fortifier l'Europe pour lui permettre d'être à la hauteur des enjeux.

*

Il y aurait beaucoup de choses à dire en conclusion.

Qu'est-ce qu'un bon gouvernement ?

Celui qui assure l'indépendance, la liberté et la prospérité de son peuple, c'était au fond l'idée d'Alexandre Dumas lorsqu'il décrivait le roi Léopold 1^{er}.

Celui qui parvient à faire aimer la démocratie à son peuple. L'empereur Hadrien n'était pas un démocrate mais il écrit, sous le plume de Marguerite Yourcenar, qu'il faut que « la plus déshéritée des créatures, l'esclave nettoyant les cloaques des villes » tout comme « le barbare affamé rôdant aux frontières, eût intérêt à voir durer Rome. » Il faut, en somme, que Rome soit aimée de l'intérieur et respectée de l'extérieur pour qu'elle dure.

Dans trois semaines, il y aura des élections présidentielles en France. Ça ne vous a pas échappé. A moi non plus. J'aurais aimé vous en parler, mais je ne peux pas le faire sans vous donner mon sentiment ou mes préférences, et si je le fais, la commission de contrôle des comptes de campagne risque de considérer que cette réunion a été organisée au moins partiellement dans le cadre de la campagne et donc d'imputer dans les comptes du candidat le coût de cette soirée. Comme je ne veux pas me fâcher avec le Président de la République, je ne voudrais pas que cette soirée lui coûte trop cher.

Mais ce que je peux dire c'est que nous vivons dans un monde dangereux et tout indique qu'il le sera plus encore dans les années à venir ; que nos sociétés sont fragiles et méfiantes ; qu'elles conjuguent trop souvent une

forme d'arrogance sur leur prétendue supériorité et en même temps une forme de complexe sur leur incapacité à résoudre les problèmes ; que, sans grandes réformes et grand ressaisissement, la ligne de plus grande pente de notre Europe et de nos États n'est pas montante ; et que les choix démocratiques qui viennent ont une importance considérable.

C'est pourquoi je fais le choix d'un Président dont je ne dirai pas le nom mais que vous reconnaîtrez peut-être si je dis qu'il doit concilier l'audace de la jeunesse et l'expérience du sortant. C'est clair ?

Alors inspirons-nous des devises de ces grandes familles française et belge que j'évoquais au début de mon intervention : Ni haine, ni crainte. Mais de l'honneur.

Je vous remercie.